

Auf Vorschlag des Verwaltungsrats der Agentur bestimmt der zuständige Minister den Betrag der Anwesenheitsgelder, die der Vorsitzende und die Mitglieder des medizinischen Prüfungsausschusses für die von ihnen erbrachten Leistungen erhalten.

§ 2 - Die unter den Mitgliedern des Personals der Agentur bestimmten Mitglieder des medizinischen Prüfungsausschusses haben keinen Anspruch auf Anwesenheitsgelder oder Entschädigungen für ihre Mitgliedschaft."

Art. 7 - Artikel 64.4 desselben Erlasses, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 4. Mai 2018, wird aufgehoben.

Art. 8 - In Artikel 67.2 Absatz 5 desselben Erlasses werden die Wörter "in Artikel 50.2" durch die Wörter "im Erlass über medizinische Expositionen oder im Erlass über veterinärmedizinische Expositionen" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 75.3 desselben Erlasses werden die Wörter "in Artikel 54.9" durch die Wörter "in Kapitel VI" ersetzt.

Art. 10 - [Abänderung des Königlichen Erlasses vom 27. Oktober 2009 zur Festlegung der Beträge und der Zahlungsweise der in Anwendung der Vorschriften in Bezug auf den Schutz gegen ionisierende Strahlungen erhobenen Gebühren]

KAPITEL 3 — Übergangsbestimmungen

Art. 11 - Die Bestimmung der Mitglieder des medizinischen Prüfungsausschusses durch den Erlass vom 11. Januar 2019 zur Bestimmung der Mitglieder des medizinischen Prüfungsausschusses in Anwendung von Artikel 54.9 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 zur Festlegung einer allgemeinen Ordnung über den Schutz der Bevölkerung, der Arbeitnehmer und der Umwelt gegen die Gefahren ionisierender Strahlungen bleibt gültig, bis diese Mitglieder gemäß den Bestimmungen von Kapitel VI des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 ersetzt werden.

KAPITEL 4 — Schlussbestimmungen

Art. 12 - Das Gesetz vom 19. April 2018 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. April 1994 über den Schutz der Bevölkerung und der Umwelt gegen die Gefahren ionisierender Strahlungen und über die Föderalagentur für Nuklearkontrolle tritt am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Kraft.

Art. 13 - Vorliegender Erlass tritt am 1. März 2020 in Kraft.

Der für Inneres zuständige Minister ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 9. Februar 2020

PHILIPPE

Von Königs wegen:

Der Minister der Sicherheit und des Innern
P. DE CREM

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2021/22126]

3 OCTOBRE 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

RAPPORT AU ROI

Sire,

Commentaire général :

En date du 25 octobre 2017, le Parlement européen et le Conseil ont adopté le règlement (UE) 2017/1954 modifiant le règlement (CE) n° 1030/2002 du Conseil établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers.

L'objectif de ce règlement était, notamment, de remplacer l'actuel modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers qui est utilisé depuis vingt ans et qui est considéré comme compromis en raison d'incidents graves de contrefaçon et de fraude par un nouveau modèle commun intégrant des éléments de sécurité plus modernes afin de rendre ces titres plus sûrs et de prévenir les falsifications [considérations n° 2 et 3, du règlement (UE) 2017/1954].

En date du 20 juin 2019, les mêmes instances européennes ont adopté le règlement (UE) 2019/1157 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation.

Ce second règlement prévoit, notamment, que les « cartes de séjour (permanent) de membre de la famille d'un citoyen de l'Union » qui sont délivrées conformément à la directive 2004/38/CE doivent l'être selon le modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers arrêté par le règlement (CE) n° 1030/2002 du Conseil établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers [article 7, du règlement (UE) 2019/1157].

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2021/22126]

3 OKTOBER 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Algemene commentaar:

Op 25 oktober 2017 hebben het Europees Parlement en de Raad de verordening (EU) 2017/1954 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1030/2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen goedgekeurd.

Deze verordening had met name tot doel het huidige uniforme model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen, dat sinds twintig jaar wordt gebruikt en omwille van ernstige gevallen van namaak en fraude als fraudegevoelig wordt beschouwd, te vervangen door een nieuw gemeenschappelijk ontwerp met moderne beveiligingskenmerken, teneinde deze verblijfstitels veiliger te maken en vervalsing te voorkomen [overwegingen nr. 2 en 3 van de verordening (EU) 2017/1954].

Op 20 juni 2019 hebben dezelfde Europese instanties de verordening (EU) 2019/1157 betreffende de versterking van de beveiliging van identiteitskaarten van burgers van de Unie en van verblijfsdocumenten afgegeven aan burgers van de Unie en hun familieleden die hun recht van vrij verkeer uitoefenen goedgekeurd.

Deze tweede verordening voorziet, met name, dat de "(duurzame) verblijfskaarten van een familielid van een burger van de Unie" die overeenkomstig de richtlijn 2004/38/EG afgegeven worden, moeten worden afgegeven overeenkomstig het uniforme model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen dat is vastgesteld in de verordening (EG) nr. 1030/2002 van de Raad betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen [artikel 7 van de verordening (EU) 2019/1157].

Le présent projet d'arrêté royal qui est soumis à Votre Majesté a pour objectif de mettre en œuvre ces deux règlements européens.

Il vise, également, à augmenter la durée de validité des titres de séjour délivrés aux étrangers autorisés à l'établissement et aux étrangers ayant acquis en Belgique le statut de résident de longue durée.

Commentaire article par article :

Article 1^{er}

Actuellement, le titre d'établissement ainsi que le titre de séjour délivré aux résidents de longue durée ont une durée de validité de cinq ans.

Tout comme le statut de séjour permanent que les citoyens de l'Union européenne et les membres de leur famille peuvent acquérir, ces deux statuts représentent un renforcement du séjour du ressortissant de pays tiers sur le territoire du Royaume justifié par son intégration au sein de la société belge.

En effet, l'objectif de la directive 2003/109/CE était de rapprocher le statut juridique des ressortissants de pays tiers de celui des citoyens de l'Union. D'ailleurs, le deuxième considérant de ladite directive dispose que : « (...) le Conseil européen a proclamé que le statut juridique des ressortissants de pays tiers devrait être rapproché de celui des ressortissants des Etats membres et qu'une personne résidant légalement dans un Etat membre, pendant une période à déterminer, et titulaire d'un permis de séjour de longue durée devrait se voir octroyer dans cet Etat membre un ensemble de droits uniformes aussi proches que possible de ceux dont jouissent les citoyens de l'Union européenne. ».

En conséquence de quoi, à l'instar de la durée de validité des « cartes EU+ » et des « cartes F+ », il y a lieu, dans un objectif de cohérence, de porter la durée de validité des « cartes K » et des « cartes L » à dix ans.

Art. 2 et 3

Il peut arriver que le document de séjour dont est en possession un citoyen de l'Union expire pendant l'examen de sa demande d'acquisition du droit au séjour permanent.

Afin d'éviter qu'il ne doive payer deux cartes électroniques l'une (carte EU+) à la suite de l'autre (carte EU), cette disposition prévoit explicitement la délivrance d'un document de séjour provisoire. Pour éviter la création d'un nouveau document de séjour provisoire, il y a lieu de recourir à l'annexe 8^{ter}.

Toutefois, il y a lieu de souligner que si le citoyen de l'Union demande expressément la délivrance d'une carte électronique (carte EU), le Bourgmestre ou son délégué ne peut nullement lui en refuser la délivrance. Dans ce cas, le citoyen de l'Union concerné devra, si le droit au séjour permanent lui est reconnu, remplacer sa nouvelle carte EU par une carte EU+ et en assumer les coûts.

Le même principe vaut également pour les membres de la famille des citoyens de l'Union. Toutefois, dans ce cas, il n'y a pas lieu de délivrer une annexe 8^{ter} mais une annexe 15.

Art. 4 à 9 et 12 à 14

Les annexes 6(bis) et 7(bis), de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers déterminent les modèles des titres de séjour délivrés aux ressortissants de pays tiers admis ou autorisés au séjour de plus de trois mois (« carte A et B »), le modèle de la carte bleue européenne (« carte H »), le modèle du titre de séjour délivré aux ressortissants de pays tiers ayant acquis en Belgique le statut de résident de longue durée (« carte L ») et le modèle du titre d'établissement (« carte K »).

Les annexes 9(bis), dudit arrêté royal du 8 octobre 1981 déterminent le modèle de la carte de séjour (permanent) de membre de la famille d'un citoyen de l'Union (« cartes F et F+ »).

Les annexes 53 à 55, dudit arrêté royal du 8 octobre 1981 déterminent le modèle des titres/documents de séjour délivrés aux bénéficiaires de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (« Brexit »). Il s'agit des « cartes M » et des « cartes N ».

En modifiant lesdites annexes, les articles 4 à 9 et 12 à 14, du présent projet prévoient que les titres de séjour et d'établissement qui y sont prévus seront établis selon le nouveau modèle uniforme de titre de séjour arrêté par l'Union européenne.

Het ontwerp van koninklijk besluit dat aan Uwe Majesteit wordt voorgelegd heeft dus tot doel deze twee Europese verordeningen uit te voeren.

Het heeft ook tot doel de geldigheidsduur te verlengen van de verblijfstitels die afgegeven worden aan de vreemdelingen die tot de vestiging gemachtigd zijn en aan de vreemdelingen die de status van langdurig ingezetene bekomen hebben in België.

Artikelsgewijze commentaar:

Artikel 1

Momenteel hebben de vestigingsvergunning en de verblijfstitel die aan de langdurig ingezetenen worden afgegeven een geldigheidsduur van vijf jaar.

Net zoals de duurzame verblijfsstatus die door de burgers van de Europese Unie en hun familieleden kan worden verworven, versterken deze twee statussen het verblijf van de onderdaan van een derde land op het grondgebied van het Koninkrijk. Dit wordt gerechtvaardigd door de integratie in de Belgische samenleving.

De richtlijn 2003/109/EG had tot doel de juridische status van onderdanen van derde landen meer in overeenstemming te brengen met die van de burgers van de Unie. De tweede overweging van deze richtlijn bepaalt trouwens het volgende: “(...) heeft de Europese Raad verklaard dat de juridische status van onderdanen van derde landen meer in overeenstemming moet worden gebracht met die van de onderdanen van de lidstaten, en dat iemand die gedurende een nader te bepalen periode legal in een lidstaat heeft verbleven in een vergunning tot langdurig verblijf heeft, in deze lidstaat een aantal uniforme rechten zou moeten verkrijgen die zo dicht mogelijk bij de rechten van EU-burgers liggen.”.

Naar het voorbeeld van de geldigheidsduur van de “EU+-kaarten” en de “F+-kaarten” dient de geldigheidsduur van de “K-kaarten” en de “L-kaarten”, met het oog op coherentie, dus tot tien jaar worden verlengd.

Art. 2 en 3

Het is mogelijk dat het verblijfsdocument waarover een burger van de Unie beschikt tijdens het onderzoek van zijn vraag om het duurzaam verblijfsrecht te bekomen vervalt.

Om te vermijden dat hij voor twee elektronische kaarten moet betalen, de ene (EU+-kaart) na de andere (EU-kaart), voorziet deze bepaling uitdrukkelijk dat een voorlopig verblijfsdocument wordt afgegeven. Om de aanmaak van een nieuw voorlopig verblijfsdocument te vermijden dient er een beroep worden gedaan op de bijlage 8^{ter}.

De nadruk moet echter worden gelegd op het feit dat, indien de burger van de Unie uitdrukkelijk vraagt dat een elektronische kaart (EU-kaart) afgegeven wordt, de Burgemeester of zijn gemachtigde niet kan weigeren om dit document aan hem af te geven. In dit geval moet de betrokken burger van de Unie, indien het duurzaam verblijfsrecht aan hem wordt toegekend, zijn nieuwe EU-kaart door een EU+-kaart vervangen en de kosten dragen.

Hetzelfde principe geldt ook voor de familieleden van de burgers van de Unie. In dit geval moet echter geen bijlage 8^{ter}, maar een bijlage 15 worden afgegeven.

Art. 4 tot 9 en 12 tot 14

De bijlagen 6(bis) en 7(bis) van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen bepalen de modellen van de verblijfstitels afgegeven aan de onderdanen van derde landen die toegelaten of gemachtigd zijn tot een verblijf van meer dan drie maanden (“A- en B-kaart”), het model van de Europese blauwe kaart (“H-kaart”), het model van de verblijfstitel afgegeven aan de onderdanen van derde landen die de status van langdurig ingezetene in België hebben verkregen (“L-kaart”) en het model van de vestigingsvergunning (“K-kaart”).

De bijlagen 9(bis) van het genoemd koninklijk besluit van 8 oktober 1981 bepalen het model van de (duurzame) verblijfskaart van een familielid van een burger van de Unie (“F- en F+-kaarten”).

De bijlagen 53 tot 55 van het genoemd koninklijk besluit van 8 oktober 1981 bepalen het model van de verblijfstitels/verblijfsdocumenten die afgegeven worden aan de begunstigden van het akkoord inzake de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland uit de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie (“Brexit”). Het gaat om de “M-kaarten” en de “N-kaarten”.

Door deze bijlagen te wijzigen voorzien de artikelen 4 tot 9 en 12 tot 14 van dit ontwerp dat de verblijfs- en vestigingstitels die erin voorzien worden zullen worden opgesteld volgens het nieuwe uniforme model voor verblijfstitels dat door de Europese Unie werd bepaald.

Art. 10 et 11

Au vu des modifications apportées par le présent projet ainsi que par l'arrêté royal du 12 juin 2020 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il y a lieu d'adapter en conséquence les annexes 18 (« attestation de départ ») et 37 (« attestation de retrait d'un titre de séjour/d'établissement ou d'un document de séjour »), de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.

Art. 15

Cet article prévoit que les titres de séjour visés par le présent arrêté royal qui ont été délivrés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent valables jusqu'à l'expiration de leur durée de validité.

Toutefois, afin de se conformer à l'article 8, du règlement (UE) 2019/1157, il y a lieu de prévoir une exception pour les cartes de séjour (permanent) de membre de la famille d'un citoyen de l'Union (« carte F et F+ »).

Etant donné que les actuelles « cartes F » et « cartes F+ » comportent une ZLA fonctionnelle conforme à la partie 3 du document 9303 de l'OACI, c'est l'article 8, paragraphe 1^{er}, du règlement (UE) 2019/1157 qui trouve à s'appliquer : « 1. Les cartes de séjour délivrées aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union qui n'ont pas la nationalité d'un Etat membre, qui ne satisfont pas aux exigences de l'article 7 cessent d'être valables à leur expiration ou le 3 août 2026, la date retenue étant la date la plus proche. ».

Art. 16

Au vu des développements techniques devant être effectués pour le changement de « layout », il convient de confier au Ministre la compétence de déterminer la date d'entrée en vigueur du présent arrêté royal.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles
et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
S. MAHDI

**Conseil d'État,
section de législation**

Avis 69.898/2/V du 30 aout 2021 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'

Le 12 juillet 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Loterie nationale, adjoint à la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit (*) jusqu'au 2 septembre 2021, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 30 aout 2021 . La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Bernard Bléro et Christine Horevoets, conseillers d'Etat, Sébastien Van Drooghenbroeck, assesseur, et Charles-Henri Van Hove, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Marc Oswald, premier auditeur .

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre Vandernoot.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 aout 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au

Art. 10 en 11

Gelet op de wijzigingen aangebracht door dit ontwerp, alsook door het koninklijk besluit van 12 juni 2020 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, moeten dientengevolge ook de bijlagen 18 ("attest van vertrek") en 37 ("attest van afneming van een verblijfs-/vestigingsvergunning of van een verblijfsdocument") van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981, aangepast worden.

Art. 15

Dit artikel voorziet dat de verblijfstitels bedoeld in dit koninklijk besluit die vóór de inwerkingtreding van dit besluit afgegeven worden geldig blijven totdat hun geldigheidsduur verstrijkt.

Om zich aan artikel 8 van de verordening (EU) 2019/1157 te houden moet er echter een uitzondering worden voorzien voor de (duurzame) verblijfskaarten van een familielid van een burger van de Unie ("F- en F+-kaart").

Aangezien de huidige "F-kaarten" en "F+-kaarten" een functionele MRZ bevatten die voldoet aan deel 3 van het ICAO-document 9303 moet artikel 8, lid 1, van de verordening (EU) 2019/1157 worden toegepast: "Verblijfskaarten van familieleden van burgers van de Unie dit niet aan de vereisten van artikel 7 voldoen, zijn niet langer geldig bij de einddatum van geldigheid of, wanneer dit vroeger valt, uiterlijk op 3 augustus 2026."

Art. 16

Met het oog op de technische ontwikkelingen die voor de verandering van de "lay-out" moeten worden verwezenlijkt moet de bevoegdheid om de datum van inwerkingtreding van dit koninklijk besluit te bepalen aan de Minister worden toevertrouwd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen
en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
S. MAHDI

**Raad van State,
afdeling Wetgeving**

Advies 69.898/2/V van 30 augustus 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen'

Op 12 juli 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met de Nationale Loterij, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege (*)verlengd tot 2 september 2021 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 30 augustus 2021 . De kamer was samengesteld uit Pierre Vandernoot, kamervoorzitter, Bernard Bléro en Christine Horevoets, staatsraden, Sébastien Van Drooghenbroeck, assessor, en Charles-Henri Van Hove, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Marc Oswald, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre Vandernoot.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 augustus 2021.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1^{er}, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig

fondement juridique du projet , à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Examen du projet

Préambule

1. L'article 6, 1^o, de l'accord de coopération du 6 décembre 2018 entre l'État fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone 'portant exécution de l'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'État fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers', ne contenant pas d'habilitation au Roi, son visa sera omis.

2. Le numéro et la date de l'avis du Conseil d'État seront corrigés.

Dispositif

Article 17

Le dispositif transitoire relatif aux titres de séjour visés aux articles 6 et 7 est soumis de manière cumulative et incompatible aux régimes juridiques énoncés par chacun des deux paragraphes de l'article 17.

La disposition sera revue pour régler cette difficulté.

Observations finales

L'avant projet sera soigneusement revu sur le plan de sa qualité linguistique et de la légitique. Il présente en effet des déficiences sur ces points.

À titre d'exemples, on peut en effet relever à cet égard ce qui suit :

1^o dans le texte français des alinéas complétant les articles 55 et 56 de l'arrêté royal modifié, les mots « vient a expiré » seront remplacés par le mot « expire » et la lettre « d » sera remplacée par le mot « du »;

2^o dans les mêmes alinéas, on écrira « bourgmestre » avec une minuscule initiale;

3^o conformément à ce qu'annonce l'article 7 du projet, l'intitulé de l'annexe à l'arrêté royal modifié qui figure en annexe 4 du projet doit porter le n° 7bis et non le n° 7.

Le greffier,
Charles-Henri Van Hove

Le président,
Pierre Vandernoot

Note

(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

3 OCTOBRE 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le règlement (UE) 2017/1954 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2017 modifiant le règlement (CE) n° 1030/2002 du Conseil établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers;

Vu le règlement (UE) 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation;

Vu la Constitution, l'article 108;

artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. Aangezien bij artikel 6, 1^o, van het samenwerkingsakkoord van 6 december 2018 tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijke Gewest en de Duitstalige Gemeenschap 'houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse arbeidskrachten', geen machtiging aan de Koning wordt verleend, dient de verwijzing ernaar te vervallen.

2. Het nummer en de datum van het advies van de Raad van State moeten gecorrigeerd worden.

Dispositief

Artikel 17

De overgangsregeling met betrekking tot de verblijfstitels bedoeld in de artikelen 6 en 7 valt gelijktijdig onder de rechtsregels vastgelegd in elk van de beide paragrafen van artikel 17, wat niet mogelijk is.

De bepaling moet worden herzien om dat probleem te regelen.

Slotopmerkingen

Het voorontwerp moet op taalkundig en wetgevingstechnisch vlak zorgvuldig worden herzien. Op dat vlak vertoont het immers een aantal tekortkomingen.

Bij wijze van voorbeeld, kan op het volgende worden gewezen:

1^o in de Franse tekst van de ledien waarbij de artikelen 55 en 56 van het te wijzigen koninklijk besluit aangevuld worden, dienen de woorden "vient a expiré" vervangen te worden door het woord "expire" en moet de letter "d" vervangen worden door het woord "du";

2^o in dezelfde ledien schrijve men "burgemeester" met een kleine letter;

3^o overeenkomstig hetgeen in artikel 7 van het ontwerp staat, moet in het opschrift van de bijlage bij het te wijzigen koninklijk besluit die opgenomen is in bijlage 4 bij het ontwerp, "Bijlage 7bis" staan en niet "Bijlage 7".

De griffier,
Charles-Henri Van Hove

De voorzitter,
Pierre Vandernoot

Nota

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrikt tussen 15 juli en 15 augustus.

3 OKTOBER 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de verordening (EU) 2017/1954 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2017 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1030/2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen;

Gelet op de verordening (EU) 2019/1157 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende de versterking van de beveiliging van identiteitskaarten van burgers van de Unie en van verblijfsdocumenten afgegeven aan burgers van de Unie en hun familieleden dit hun recht van vrij verkeer uitoefenen;

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, les articles 12, alinéa 3, 17, § 1^{er}, alinéa 2 et § 2, alinéa 3, 18, § 1^{er}, alinéa 2, 42, § 4, alinéa 1^{er}, 42quinquies, § 6, alinéa 2, 47/5, § 7, 61/27-5, § 2, alinéa 2, 1°, 61/37, § 2, alinéa 2, 1°, 61/47, § 1^{er}, alinéa 2, 1°;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 juin 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 septembre 2020;

Vu l'avis 69.898/2/V du Conseil d'Etat, donné le 30 août 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique et du Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 31, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, remplacé par l'arrêté royal du 12 juin 2020 et modifié par l'arrêté royal du 24 décembre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 4°, les mots « cinq ans » sont remplacés par les mots « dix ans »;

2° au 5°, les mots « cinq ans » sont remplacés par les mots « dix ans ».

Art. 2. L'article 55, du même arrêté, rétabli par l'arrêté royal du 22 février 1995, remplacé par l'arrêté royal du 7 mai 2008 et modifié par les arrêtés royaux du 17 juillet 2013 et du 12 juin 2020 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si le document de séjour dont le citoyen de l'Union est en possession expire pendant l'examen de sa demande d'acquisition du droit au séjour permanent, le Bourgmestre ou son délégué lui délivre un document de séjour provisoire établi conformément au modèle figurant à l'annexe 8ter. La durée de validité de ce document de séjour provisoire correspond à la durée restante du délai octroyé au Ministre ou à son délégué pour statuer sur la demande d'acquisition du droit au séjour permanent. ».

Art. 3. L'article 56, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 7 mai 2008 et modifié par l'arrêté royal du 17 juillet 2013, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si le titre de séjour dont le membre de la famille d'un citoyen de l'Union est en possession expire pendant l'examen de sa demande d'acquisition du droit au séjour permanent, le Bourgmestre ou son délégué lui délivre un document de séjour provisoire établi conformément au modèle figurant à l'annexe 15. La durée de validité de ce document de séjour provisoire correspond à la durée restante du délai octroyé au Ministre ou à son délégué pour statuer sur la demande d'acquisition du droit au séjour permanent. ».

Art. 4. L'annexe 6, du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 12 juin 2020, est remplacée par l'annexe 1^{ère} au présent arrêté.

Art. 5. L'annexe 6bis, du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 15 août 2012 et remplacée par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, est remplacée par l'annexe 2 au présent arrêté.

Art. 6. L'annexe 7, du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 12 juin 2020, est remplacée par l'annexe 3 au présent arrêté.

Art. 7. L'annexe 7bis, du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 22 juillet 2008 et remplacée par l'arrêté royal du 12 juin 2020, est remplacée par l'annexe 4 au présent arrêté.

Art. 8. L'annexe 9, du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 12 juin 2020, est remplacée par l'annexe 5 au présent arrêté.

Art. 9. L'annexe 9bis, du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 7 mai 2008 et remplacée par l'arrêté royal du 12 juin 2020, est remplacée par l'annexe 6 au présent arrêté.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, de artikelen 12, derde lid, 17 § 1, tweede lid en § 2, derde lid, 18, § 1, tweede lid, 42, § 4, eerste lid, 42quinquies, § 6, tweede lid, 47/5, § 7, 61/27-5, § 2, tweede lid, 1°, 61/37, § 2, tweede lid, 1°, 61/47, § 1, tweede lid, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 juni 2020;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 september 2020;

Gelet op het advies 69.898/2/V van de Raad van State gegeven op 30 augustus 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing en de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 31 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, vervangen door het koninklijk besluit van 12 juni 2020 en gewijzigd door het koninklijk besluit van 24 december 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder 4° worden de woorden "vijf jaar" vervangen door de woorden "tien jaar";

2° in de bepaling onder 5° worden de woorden "vijf jaar" vervangen door de woorden "tien jaar".

Art. 2. Artikel 55, van hetzelfde besluit, hersteld door het koninklijk besluit van 22 februari 1995, vervangen door het koninklijk besluit van 7 mei 2008 en gewijzigd door de koninklijke besluiten van 17 juli 2013 en 12 juni 2020, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Indien het verblijfsdocument waarover de burger van de Unie beschikt tijdens het onderzoek van zijn aanvraag voor het verkrijgen van het recht op duurzaam verblijf vervalt, geeft de Burgemeester of zijn gemachtigde een voorlopig verblijfsdocument opgesteld overeenkomstig het model in bijlage 8ter aan hem af. De geldigheidsduur van dit voorlopig verblijfsdocument stemt overeen met de resterende termijn waarover de minister of zijn gemachtigde beschikt om te beslissen over de aanvraag voor het verkrijgen van het recht op duurzaam verblijf."

Art. 3. Artikel 56, van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 7 mei 2008 en gewijzigd door het koninklijk besluit van 17 juli 2013, wordt aangevuld met een lid, luidende:

Indien de verblijfstitel waarover het familielid van een burger van de Unie beschikt tijdens het onderzoek van zijn aanvraag voor het verkrijgen van het recht op duurzaam verblijf vervalt, geeft de Burgemeester of zijn gemachtigde een voorlopig verblijfsdocument opgesteld overeenkomstig het model in bijlage 15 aan hem af. De geldigheidsduur van dit voorlopig verblijfsdocument stemt overeen met de resterende termijn waarover de minister of zijn gemachtigde beschikt om te beslissen over de aanvraag voor het verkrijgen van het recht op duurzaam verblijf."

Art. 4. De bijlage 6, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 juni 2020, wordt vervangen door de bijlage 1 van dit besluit.

Art. 5. De bijlage 6bis, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 15 augustus 2012 en vervangen bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt vervangen door de bijlage 2 van dit besluit.

Art. 6. De bijlage 7, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 juni 2020, wordt vervangen door de bijlage 3 van dit besluit.

Art. 7. De bijlage 7bis, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 juli 2008 en vervangen bij het koninklijk besluit van 12 juni 2020, wordt vervangen door de bijlage 4 van dit besluit.

Art. 8. De bijlage 9, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 juni 2020, wordt vervangen door de bijlage 5 van dit besluit.

Art. 9. De bijlage 9bis, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 7 mei 2008 en vervangen bij het koninklijk besluit van 12 juni 2020, wordt vervangen door de bijlage 6 van dit besluit.

Art. 10. L'annexe 18, du même arrêté, est remplacée par l'annexe 7 au présent arrêté.

Art. 11. L'annexe 37, du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 12 juin 2020, est remplacée par l'annexe 8 au présent arrêté.

Art. 12. L'annexe 53, du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 24 décembre 2020, est remplacée par l'annexe 9 au présent arrêté.

Art. 13. L'annexe 54, du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 24 décembre 2020, est remplacée par l'annexe 10 au présent arrêté.

Art. 14. L'annexe 55, du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 24 décembre 2020, est remplacée par l'annexe 11 au présent arrêté.

Art. 15. § 1^{er}. Les titres de séjour et les documents de séjour visés aux articles 4 à 7 et 10 à 14 délivrés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent valables jusqu'à l'expiration de leur durée de validité.

§ 2. Sous réserve de l'alinéa 2, les titres de séjour visés aux articles 8 et 9 délivrés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent valables jusqu'à l'expiration de leur durée de validité.

Si la durée de validité des titres de séjour visés à l'alinéa 1^{er} expire après le 3 août 2026, lesdits titres de séjour cessent d'être valables à cette date.

Art. 16. Le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions détermine l'entrée en vigueur du présent arrêté royal.

Art. 17. Le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 octobre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles
et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
S. MAHDI

Art. 10. De bijlage 18, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de bijlage 7 van dit besluit.

Art. 11. De bijlage 37, van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 12 juni 2020, wordt vervangen door de bijlage 8 van dit besluit.

Art. 12. De bijlage 53, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 december 2020, wordt vervangen door de bijlage 9 van dit besluit.

Art. 13. De bijlage 54, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 december 2020, wordt vervangen door de bijlage 10 van dit besluit.

Art. 14. De bijlage 55, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 december 2020, wordt vervangen door de bijlage 11 van dit besluit.

Art. 15. § 1. De in de artikelen 4 tot 7 en 10 tot 14 bedoelde verblijfstitels en verblijfsdocumenten die voor de inwerkingtreding van dit besluit afgegeven worden, blijven geldig totdat hun geldigheidsduur verstrijkt.

§ 2. Onder voorbehoud van het tweede lid blijven de verblijfstitels bedoeld in de artikelen 8 en 9 en afgegeven voor de inwerkingtreding van dit besluit, geldig tot aan het verstrijken van hun geldigheidsduur.

Indien de geldigheidsduur van de verblijfstitels bedoeld in het eerste lid na 3 augustus 2026 verstrijkt houden de genoemde verblijfstitels op deze datum op geldig te zijn.

Art. 16. De minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit koninklijk besluit.

Art. 17. De minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 oktober 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen
en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
S. MAHDI

Annexe 1^{ère} à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

*Annexe 6 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 6

**TITRE DE SÉJOUR DÉLIVRÉ AUX RESSORTISSANTS DE PAYS TIERS ADMIS OU AUTORISÉS
AU SÉJOUR DE PLUS DE TROIS MOIS DE MANIÈRE LIMITÉE OU ILLIMITÉE**



INFORMATIONS VISIBLES À L'ŒIL NU :¹

AU RECTO :

- 1 Code à trois lettres de la Belgique tel que défini dans le document 9303 de l'OACI sur les documents de voyage lisibles à la machine : « BEL »
- 3.1 Titre du document : « Titre de séjour »
- 3.2 Titre du document : « Residence permit »
- 4.1. et 4.2 Numéro du document
- 6 Nom et prénom(s)
- 7 Sexe
- 8 Nationalité
- 9 Date de naissance
- 10 Catégorie du titre : « A. Séjour limité » ou « B. Séjour illimité »
- 11 Date d'expiration
- 12 Numéro d'identification du Registre national
- 13 Photographie
- 14 Signature du titulaire

AU VERSO :

- 16 Remarques – Accès au marché du travail
- 16.1 Date de délivrance et lieu de délivrance
- 16.2 Lieu de naissance
- 16.3 Numéro de version
- 17 Zone lisible à la machine
- 18 Emblème du Royaume de Belgique
- 19 « Belgique »

¹ Les numéros correspondent à l'emplacement des informations sur la carte tel que déterminé à l'annexe du règlement (CE) n° 1030/2002 du Conseil du 13 juin 2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers.

Vu pour être annexé comme annexe 1^{ère} à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

S. MAHDI

Annexe 2 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

*Annexe 6bis de l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 6BIS

CARTE BLEUE EUROPÉENNE



Informations visibles à l'œil nu :²

AU RECTO :

- 1 Code à trois lettres de la Belgique tel que défini dans le document 9303 de l'OACI sur les documents de voyage lisibles à la machine : « BEL »
- 3.1 Titre du document : « Titre de séjour »
- 3.2 Titre du document : « Residence permit »
- 4.1 et 4.2 Numéro du document
- 6 Nom et prénom(s)
- 7 Sexe
- 8 Nationalité
- 9 Date de naissance
- 10 Catégorie du titre : « H. Carte bleue européenne »
- 11 Date d'expiration
- 12 Numéro d'identification du Registre national
- 13 Photographie
- 14 Signature du titulaire

AU VERSO :

- 16 Remarques – Accès au marché du travail
- 16.1 Date de délivrance et lieu de délivrance
- 16.2 Lieu de naissance
- 16.3 Numéro de version
- 17 Zone lisible à la machine
- 18 Emblème du Royaume de Belgique
- 19 « Belgique »

² Les numéros correspondent à l'emplacement des informations sur la carte tel que déterminé à l'annexe du règlement (CE) n° 1030/2002 du Conseil du 13 juin 2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers.

Vu pour être annexé comme annexe 2 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

S. MAHDI

Annexe 3 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

*Annexe 7 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 7

TITRE D'ÉTABLISSEMENT



INFORMATIONS VISIBLES À L'ŒIL NU :³

AU RECTO :

- 1 Code à trois lettres de la Belgique tel que défini dans le document 9303 de l'OACI sur les documents de voyage lisibles à la machine : « BEL »
- 3.1 Titre du document : « Titre de séjour »
- 3.2 Titre du document : « Residence permit »
- 4.1 et 4.2 Numéro du document
- 6 Nom et prénom(s)
- 7 Sexe
- 8 Nationalité
- 9 Date de naissance
- 10 Catégorie du titre : « K. Etablissement »
- 11 Date d'expiration
- 12 Numéro d'identification du Registre national
- 13 Photographie
- 14 Signature du titulaire

AU VERSO :

- 16 Remarques – Accès au marché du travail
- 16.1 Date de délivrance et lieu de délivrance
- 16.2 Lieu de naissance
- 16.3 Numéro de version
- 17 Zone lisible à la machine
- 18 Emblème du Royaume de Belgique
- 19 « Belgique »

³ Les numéros correspondent à l'emplacement des informations sur la carte tel que déterminé à l'annexe du règlement (CE) n° 1030/2002 du Conseil du 13 juin 2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers.

Vu pour être annexé comme annexe 3 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

S. MAHDI

Annexe 4 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

*Annexe 7bis de l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 7BIS

**TITRE DE SÉJOUR DÉLIVRÉ AUX RESSORTISSANTS DE PAYS TIERS AYANT ACQUIS
LE STATUT DE RÉSIDENT DE LONGUE DURÉE EN BELGIQUE**



INFORMATIONS VISIBLES À L'ŒIL NU :⁴

AU RECTO :

- 1 Code à trois lettres de la Belgique tel que défini dans le document 9303 de l'OACI sur les documents de voyage lisibles à la machine : « BEL »
- 3.1 Titre du document : « Titre de séjour »
- 3.2 Titre du document : « Residence document »
- 4.1 et 4.2 Numéro du document
- 6 Nom et prénom(s)
- 7 Sexe
- 8 Nationalité
- 9 Date de naissance
- 10 Catégorie du titre : « L. Résident de longue durée - UE »
- 11 Date d'expiration
- 12 Numéro d'identification du Registre national
- 13 Photographie
- 14 Signature du titulaire

AU VERSO :

- 16 Remarques – Accès au marché du travail
- 16.1 Date de délivrance et lieu de délivrance
- 16.2 Lieu de naissance
- 16.3 Numéro de version
- 17 Zone lisible à la machine
- 18 Emblème du Royaume de Belgique
- 19 « Belgique »

⁴ Les numéros correspondent à l'emplacement des informations sur la carte tel que déterminé à l'annexe du règlement (CE) n° 1030/2002 du Conseil du 13 juin 2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers.

Vu pour être annexé comme annexe 4 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

S. MAHDI

Annexe 5 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

*Annexe 9 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 9

CARTE DE SÉJOUR DE MEMBRE DE LA FAMILLE D'UN CITOYEN DE L'UNION



INFORMATIONS VISIBLES À L'ŒIL NU :⁵

AU RECTO :

- 1 Code à trois lettres de la Belgique tel que défini dans le document 9303 de l'OACI sur les documents de voyage lisibles à la machine : « BEL »
- 3.1 Titre du document : « Carte de séjour »
- 3.2 Titre du document : « Residence card »
- 4.1 et 4.2 Numéro du document
- 6 Nom et prénom(s)
- 7 Sexe
- 8 Nationalité
- 9 Date de naissance
- 10 Catégorie du titre : « F. Membre famille UE Art 10 DIR 2004/38/CE »
- 11 Date d'expiration
- 12 Numéro d'identification du Registre national
- 13 Photographie
- 14 Signature du titulaire

AU VERSO :

- 16 Remarques – Accès au marché du travail
- 16.1 Date de délivrance et lieu de délivrance
- 16.2 Lieu de naissance
- 16.3 Numéro de version
- 17 Zone lisible à la machine
- 18 Emblème du Royaume de Belgique
- 19 « Belgique »

⁵ Les numéros correspondent à l'emplacement des informations sur la carte tel que déterminé à l'annexe du règlement (CE) n° 1030/2002 du Conseil du 13 juin 2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers.

Vu pour être annexé comme annexe 5 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

S. MAHDI

Annexe 6 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

*Annexe 9bis de l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 9BIS

CARTE DE SÉJOUR PERMANENT DE MEMBRE DE LA FAMILLE D'UN CITOYEN DE L'UNION



INFORMATIONS VISIBLES À L'ŒIL NU :⁶

AU RECTO :

- 1 Code à trois lettres de la Belgique tel que défini dans le document 9303 de l'OACI sur les documents de voyage lisibles à la machine : « BEL »
- 3.1 Titre du document : « Carte de séjour permanent »
- 3.2 Titre du document : « Permanent residence card »
- 4.1 et 4.2 Numéro du document
- 6 Nom et prénom(s)
- 7 Sexe
- 8 Nationalité
- 9 Date de naissance
- 10 Catégorie du titre : « F+. Membre famille UE Art 20 DIR 2004/38/CE »
- 11 Date d'expiration
- 12 Numéro d'identification du Registre national
- 13 Photographie
- 14 Signature du titulaire

AU VERSO :

- 16 Remarques – Accès au marché du travail
- 16.1 Date de délivrance et lieu de délivrance
- 16.2 Lieu de naissance
- 16.3 Numéro de version
- 17 Zone lisible à la machine
- 18 Emblème du Royaume de Belgique
- 19 « Belgique »

⁶ Les numéros correspondent à l'emplacement des informations sur la carte tel que déterminé à l'annexe du règlement (CE) n° 1030/2002 du Conseil du 13 juin 2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers.

Vu pour être annexé comme annexe 6 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

S. MAHDI

Annexe 7 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

*Annexe 18 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 18

ROYAUME DE BELGIQUE

COMMUNE :

RÉF. :

**ATTESTATION DE DÉPART
(RECTO)**

délivrée en application de l'article 39, § 6, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

Le (la) ressortissant(e) :

[nom et prénom(s)]

de nationalité :

né(e) à :

le :

résident en cette commune :

[adresse]

Titulaire du titre/document de séjour suivant :

[type de titre/document de séjour et numéro]

s'est présenté(e) ce jour à l'administration communale pour signaler son absence temporaire du Royaume à partir du :
.....

L'intéressé(e) a été informé(e) :

- Qu'il (elle) dispose d'un droit de retour pendant un an ou éventuellement pendant plus d'un an aux conditions fixées à l'article 39, § 3, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981⁽²⁾ ;
- Qu'il (elle) doit être en possession, au moment de son retour, de son titre de séjour/d'établissement⁽¹⁾ en cours de validité ;
- Qu'il (elle) a la possibilité de demander anticipativement la prorogation ou le renouvellement de son titre de séjour/d'établissement⁽¹⁾ ;
- Qu'il (elle) doit se représenter à l'administration communale dans les quinze jours de son retour, muni(e) de la présente attestation, s'il (si elle) s'est absenté(e) plus de trois mois.

Fait à , le
Le Bourgmestre ou son délégué

Sceau

⁽¹⁾ Biffer la ou les mention(s) inutile(s)

⁽²⁾ Voir au verso

**ATTESTATION DE DÉPART
(VERSO)**

Article 39, § 3, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers :

« *L'étranger, titulaire d'un titre de séjour ou d'établissement valable, peut exercer un droit de retour après une absence de plus d'un an à condition :*

1° d'avoir, avant son départ, prouvé qu'il conserve en Belgique le centre de ses intérêts t informé l'administration communale du lieu de sa résidence de son intention de quitter le pays et d'y revenir ;

2° d'être en possession, au moment de son retour, d'un titre de séjour ou d'établissement en cours de validité ;

3° de se présenter dans les quinze jours de son retour à l'administration communale du lieu de sa résidence. »

Vu pour être annexé comme annexe 7 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

S. MAHDI

Annexe 8 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

*Annexe 37 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 37

ROYAUME DE BELGIQUE

COMMUNE :

RÉF. :

ATTESTATION DE RETRAIT D'UN TITRE DE SÉJOUR, D'ÉTABLISSEMENT OU D'UN DOCUMENT DE SÉJOUR

délivrée en application de l'article 116 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

Le titre/document de séjour :

[type de titre/document de séjour]

portant le numéro :

délivré à et le :

[date et lieu de délivrance]

établi au nom de :

[nom et prénom(s)]

né(e) à :

le :

demeurant à :

[adresse]

est retiré.

MOTIF DU RETRAIT :

La présente attestation couvre le séjour de l'intéressé(e) pendant huit jours ouvrables à partir de la date de sa délivrance. Il (elle) est tenu(e) de se présenter dans ce délai à l'administration communale du lieu où il (elle) réside pour se mettre en ordre avec la législation sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Marché du travail : LIMITE, ILLIMITE, NON.¹

LE PRÉSENT DOCUMENT NE CONSTITUE EN AUCUNE FAÇON UN TITRE D'IDENTITÉ OU UN TITRE DE NATIONALITÉ.

Fait à , le
Nom, qualité et signature de l'autorité qui a procédé au retrait.

Photo + Sceau

¹. Biffer les mentions inutiles.

Vu pour être annexé comme annexe 8 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

S. MAHDI

Annexe 9 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

*Annexe 53 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 53

CARTE DE SÉJOUR POUR BÉNÉFICIAIRES DE L'ACCORD DE RETRAIT



INFORMATIONS VISIBLES À L'ŒIL NU :⁷

AU RECTO :

- 1 Code à trois lettres de la Belgique tel que défini dans le document 9303 de l'OACI sur les documents de voyage lisibles à la machine : « BEL »
- 3.1 Titre du document : « Titre de séjour »
- 3.2 Titre du document : « Residence permit »
- 4.1 et 4.2 Numéro du document
- 6 Nom et prénom(s)
- 7 Sexe
- 8 Nationalité
- 9 Date de naissance
- 10 Catégorie du titre : « M. Article 50 TUE »
- 11 Date d'expiration
- 12 Numéro d'identification du Registre national
- 13 Photographie
- 14 Signature du titulaire

AU VERSO :

- 16 Remarques – « Article 18 (1) Accord » – Accès au marché du travail
- 16.1 Date de délivrance et lieu de délivrance
- 16.2 Lieu de naissance
- 16.3 Numéro de version
- 17 Zone lisible à la machine
- 18 Emblème du Royaume de Belgique
- 19 « Belgique »

⁷ Les numéros correspondent à l'emplacement des informations sur la carte tel que déterminé à l'annexe du règlement (CE) n° 1030/2002 du Conseil du 13 juin 2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers.

Vu pour être annexé comme annexe 9 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

S. MAHDI

Annexe 10 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

*Annexe 54 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 54

CARTE DE SÉJOUR PERMANENT POUR BÉNÉFICIAIRES DE L'ACCORD DE RETRAIT



INFORMATIONS VISIBLES À L'ŒIL NU :⁸

AU RECTO :

- 1 Code à trois lettres de la Belgique tel que défini dans le document 9303 de l'OACI sur les documents de voyage lisibles à la machine : « BEL »
- 3.1 Titre du document : « Titre de séjour »
- 3.2 Titre du document : « Residence permit »
- 4.1 et 4.2 Numéro du document
- 6 Nom et prénom(s)
- 7 Sexe
- 8 Nationalité
- 9 Date de naissance
- 10 Catégorie du titre : « M. Article 50 TUE »
- 11 Date d'expiration
- 12 Numéro d'identification du Registre national
- 13 Photographie
- 14 Signature du titulaire

AU VERSO :

- 16 Remarques – « Article 18 (1) Accord » - « Séjour permanent » - Accès au marché du travail
- 16.1 Date de délivrance et lieu de délivrance
- 16.2 Lieu de naissance
- 16.3 Numéro de version
- 17 Zone lisible à la machine
- 18 Emblème du Royaume de Belgique
- 19 « Belgique »

⁸ Les numéros correspondent à l'emplacement des informations sur la carte tel que déterminé à l'annexe du règlement (CE) n° 1030/2002 du Conseil du 13 juin 2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers.

Vu pour être annexé comme annexe 10 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

S. MAHDI

Annexe 11 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

*Annexe 55 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 55

CARTE POUR PETIT TRAFIC FRONTALIER POUR BÉNÉFICIAIRES DE L'ACCORD DE RETRAIT



INFORMATIONS VISIBLES À L'ŒIL NU :⁹

AU RECTO :

- 1 Code à trois lettres de la Belgique tel que défini dans le document 9303 de l'OACI sur les documents de voyage lisibles à la machine : « BEL »
- 3.1 Titre du document : « Petit trafic frontalier »
- 3.2 Titre du document : « Local border traffic »
- 4.1 et 4.2 Numéro du document
- 6 Nom et prénom(s)
- 7 Sexe
- 8 Nationalité
- 9 Date de naissance
- 10 Catégorie du titre : « N. Article 50 TUE – Travailleur frontalier »
- 11 Date d'expiration
- 12 Numéro d'identification du Registre national
- 13 Photographie
- 14 Signature du titulaire

AU VERSO :

- 16 Remarques – Accès au marché du travail
- 16.1 Date de délivrance et lieu de délivrance
- 16.2 Lieu de naissance
- 16.3 Numéro de version
- 17 Zone lisible à la machine
- 18 Emblème du Royaume de Belgique
- 19 « Belgique »

⁹ Les numéros correspondent à l'emplacement des informations sur la carte tel que déterminé à l'annexe du règlement (CE) n° 1030/2002 du Conseil du 13 juin 2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers.

Vu pour être annexé comme annexe 11 à l'arrêté royal du 3 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

S. MAHDI

Bijlage 1 van het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 6 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 6

VERBLIJFSTITEL AFGEGEVEN AAN DE ONDERDANEN VAN DERDE LANDEN DIE TOEGELATEN OF GEMACHTIGD ZIJN TOT EEN VERBLIJF VAN MEER DAN DRIE MAANDEN OP BEPERKTE OF ONBEPERKTE WIJZE



MET HET BLOTE OOG ZICHTBARE GEGEVENS:¹⁰

OP DE VOORKANT:

- 1 Drieletterige landencode van België zoals beschreven in het ICAO-document 9303 betreffende machineleesbare reisdocumenten: "BEL"
- 3.1 Titel van het document: "Verblijfstitel"
- 3.2 Titel van het document: "Residence permit"
- 4.1 en 4.2 Nummer van het document
- 6 Naam en voorna(m)en
- 7 Geslacht
- 8 Nationaliteit
- 9 Geboortedatum
- 10 Soort titel: "A. Beperkt verblijf" of "B. Onbeperkt verblijf"
- 11 Vervaldatum
- 12 Identificatienummer van het Rijksregister
- 13 Foto
- 14 Handtekening van de houder

OP DE ACHTERKANT:

- 16 Opmerkingen – Toegang tot de arbeidsmarkt
- 16.1 Datum van afgifte en plaats van afgifte
- 16.2 Geboorteplaats
- 16.3 Versienummer
- 17 Machineleesbare zone
- 18 Embleem van het Koninkrijk België
- 19 "België"

¹⁰ De nummers hebben betrekking op de plaats van de gegevens op de kaart zoals vastgesteld in de bijlage van verordening (EG) nr. 1030/2002 van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen.

Gezien om als bijlage 1 te worden bijgevoegd bij het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

S. MAHDI

Bijlage 2 van het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Bijlage 6bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

BIJLAGE 6 BIS

EUROPESE BLAUWE KAART



MET HET BLOTE OOG ZICHTBARE GEGEVENS:¹¹

OP DE VOORKANT:

- 1 Drieletterige landencode van België zoals beschreven in het ICAO-document 9303 betreffende machineleesbare reisdocumenten: "BEL"
- 3.1 Titel van het document: "Verblijfstitel"
- 3.2 Titel van het document: "Residence permit"
- 4.1 en 4.2 Nummer van het document
- 6 Naam en voorna(m)en
- 7 Geslacht
- 8 Nationaliteit
- 9 Geboortedatum
- 10 Soort titel : "H. Europese blauwe kaart"
- 11 Vervaldatum
- 12 Identificatienummer van het Rijksregister
- 13 Foto
- 14 Handtekening van de houder

OP DE ACHTERKANT:

- 16 Opmerkingen – Toegang tot de arbeidsmarkt
- 16.1 Datum van afgifte en plaats van afgifte
- 16.2 Geboorteplaats
- 16.3 Versnummer
- 17 Machineleesbare zone
- 18 Embleem van het Koninkrijk België
- 19 "België"

¹¹ De nummers hebben betrekking op de plaats van de gegevens op de kaart zoals vastgesteld in de bijlage van verordening (EG) nr. 1030/2002 van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen.

Gezien om als bijlage 2 te worden bijgevoegd bij het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

S. MAHDI

Bijlage 3 van het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 7 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 7

VESTIGINGSVERGUNNING



MET HET BLOTE OOG ZICHTBARE GEGEVENS:¹²

OP DE VOORKANT:

- 1 Drieletterige landencode van België zoals beschreven in het ICAO-document 9303 betreffende machineleesbare reisdocumenten: "BEL"
- 3.1 Titel van het document: "Verblijfstitel"
- 3.2 Titel van het document: "Residence permit"
- 4.1 en 4.2 Nummer van het document
- 6 Naam en voorna(m)en
- 7 Geslacht
- 8 Nationaliteit
- 9 Geboortedatum
- 10 Soort titel: "K. Vestiging"
- 11 Vervaldatum
- 12 Identificatienummer van het Rijksregister
- 13 Foto
- 14 Handtekening van de houder

OP DE ACHTERKANT:

- 16 Opmerkingen – Toegang tot de arbeidsmarkt
- 16.1 Datum van afgifte en plaats van afgifte
- 16.2 Geboorteplaats
- 16.3 Versienummer
- 17 Machineleesbare zone
- 18 Embleem van het Koninkrijk België
- 19 "België"

¹² De nummers hebben betrekking op de plaats van de gegevens op de kaart zoals vastgesteld in de bijlage van verordening (EG) nr. 1030/2002 van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen.

Gezien om als bijlage 3 te worden bijgevoegd bij het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

S. MAHDI

Bijlage 4 van het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 7bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 7BIS

VERBLIJFSTITEL AFGEGEVEN AAN DE ONDERDANEN VAN DERDE LANDEN DIE DE STATUS VAN LANGDURIG INGEZETENE IN BELGIË HEBBEN VERKREGEN



MET HET BLOTE OOG ZICHTBARE GEGEVENS:¹³

OP DE VOORKANT:

- 1 Drieletterige landencode van België zoals beschreven in het ICAO-document 9303 betreffende machineleesbare reisdocumenten: "BEL"
- 3.1 Titel van het document: "Verblijfstitel"
- 3.2 Titel van het document: "Residence permit"
- 4.1 en 4.2 Nummer van het document
- 6 Naam en voorna(m)en
- 7 Geslacht
- 8 Nationaliteit
- 9 Geboortedatum
- 10 Soort titel: "L. EU-langdurig ingezetene"
- 11 Vervaldatum
- 12 Identificatienummer van het Rijksregister
- 13 Foto
- 14 Handtekening van de houder

OP DE ACHTERKANT:

- 16 Opmerkingen – Toegang tot de arbeidsmarkt
- 16.1 Datum van afgifte en plaats van afgifte
- 16.2 Geboorteplaats
- 16.3 Versienummer
- 17 Machineleesbare zone
- 18 Embleem van het Koninkrijk België
- 19 "België"

¹³ De nummers hebben betrekking op de plaats van de gegevens op de kaart zoals vastgesteld in de bijlage van verordening (EG) nr. 1030/2002 van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen.

Gezien om als bijlage 4 te worden bijgevoegd bij het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

S. MAHDI

Bijlage 5 van het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 9 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 9

VERBLIJFSCAART VAN EEN FAMILIELID VAN EEN BURGER VAN DE UNIE



MET HET BLOTE OOG ZICHTBARE GEGEVENS:¹⁴

OP DE VOORKANT:

- 1 Drieletterige landencode van België zoals beschreven in het ICAO-document 9303 betreffende machineleesbare reisdocumenten: "BEL"
- 3.1 Titel van het document : "Verblijfskaart"
- 3.2 Titel van het document: "Residence card"
- 4.1 en 4.2 Nummer van het document
- 6 Naam en voorna(a)m(en)
- 7 Geslacht
- 8 Nationaliteit
- 9 Geboortedatum
- 10 Soort titel: "F. Familielid EU Art 10 RL 2004/38/EG"
- 11 Vervaldatum
- 12 Identificatienummer van het Rijksregister
- 13 Foto
- 14 Handtekening van de houder

OP DE ACHTERKANT:

- 16 Opmerkingen – Toegang tot de arbeidsmarkt
- 16.1 Datum van afgifte en plaats van afgifte
- 16.2 Geboorteplaats
- 16.3 Versienummer
- 17 Machineleesbare zone
- 18 Embleem van het Koninkrijk België
- 19 "België"

¹⁴ De nummers hebben betrekking op de plaats van de gegevens op de kaart zoals vastgesteld in de bijlage van verordening (EG) nr. 1030/2002 van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen.

Gezien om als bijlage 5 te worden bijgevoegd bij het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

S. MAHDI

Bijlage 6 bij het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 9bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 9BIS

DUURZAME VERBLIJFSCAART VAN EEN FAMILIELID VAN EEN BURGER VAN DE UNIE



MET HET BLOTE OOG ZICHTBARE GEGEVENS:¹⁵

OP DE VOORKANT:

- 1 Drieletterige landencode van België zoals beschreven in het ICAO-document 9303 betreffende machineleesbare reisdocumenten: "BEL"
- 3.1 Titel van het document: "Duurzame verblijfskaart"
- 3.2 Titel van het document: "Permanent residence card"
- 4.1 en 4.2 Nummer van het document
- 6 Naam en voorna(m)en
- 7 Geslacht
- 8 Nationaliteit
- 9 Geboortedatum
- 10 Soort titel: "F+. Familielid EU Art 20 RL 2004/38/EG"
- 11 Vervaldatum
- 12 Identificatienummer van het Rijksregister
- 13 Foto
- 14 Handtekening van de houder

OP DE ACHTERKANT:

- 16 Opmerkingen – Toegang tot de arbeidsmarkt
- 16.1 Datum van afgifte en plaats van afgifte
- 16.2 Geboorteplaats
- 16.3 Versienummer
- 17 Machineleesbare zone
- 18 Embleem van het Koninkrijk België
- 19 "België"

¹⁵ De nummers hebben betrekking op de plaats van de gegevens op de kaart zoals vastgesteld in de bijlage van verordening (EG) nr. 1030/2002 van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen.

Gezien om als bijlage 6 te worden bijgevoegd bij het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

S. MAHDI

Bijlage 7 bij het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 18 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 18

KONINKRIJK VAN BELGIË
GEMEENTE:
REF.:

**ATTEST VAN VERTREK
(VOORKANT)**

Afgegeven in toepassing van artikel 39, § 6 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

De onderdaan: [naam en voornamen]

nationaliteit:

geboren te: op:

verblijvende in deze gemeente: [adres]

houder van:

Heeft zich heden bij het gemeentebestuur aangeboden om zijn tijdelijke afwezigheid uit het Rijk van af te signaleren.

De betrokkenen werd ervan op de hoogte gebracht:

- Dat hij (zij) gedurende één jaar of eventueel gedurende meer dan een jaar recht heeft op een terugkeer onder de voorwaarden bepaald bij artikel 39, § 3 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981⁽²⁾;
- Dat hij (zij) bij zijn (haar) terugkeer houder moet zijn van zijn (haar) verblijfsvergunning/vestigingsvergunning⁽¹⁾ waarvan de geldigheidsduur niet verstreken is;
- Dat hij (zij) van tevoren de verlenging of de vernieuwing van zijn (haar) verblijfsvergunning/vestigingsvergunning⁽¹⁾ kan aanvragen;
- Dat hij (zij) zich binnen vijftien dagen na zijn (haar) terugkeer, voorzien van dit attest opnieuw bij het gemeentebestuur moet aanmelden, als hij (zij) meer dan drie maanden afwezig is geweest.

Te, op,
De Burgemeester of zijn gemachtigde

Stempel

⁽¹⁾ De onnodige vermelding doorhalen

⁽²⁾ Zie achterkant

ATTEST VAN VERTREK
(ACHTERKANT)

Artikel 39, § 3 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen:

“De vreemdeling die houder is van een geldige verblijfs- of vestigingsvergunning kan het recht op terugkeer uitoefenen na een afwezigheid van meer dan een jaar op voorwaarde dat hij:

1° vóór zijn vertrek bewezen heeft dat hij zijn hoofdbelangen in België behoudt en het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats kennis heeft gegeven van zijn voornemen om het land te verlaten en er terug te keren;

2° bij zijn terugkeer in het bezit is van een verblijfs- of vestigingsvergunning waarvan de geldigheidsduur niet verstrekken is;

3° zich binnen vijftien dagen na zijn terugkeer aanmeldt bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats.”

Gezien om als bijlage 7 te worden bijgevoegd bij het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

S. MAHDI

Bijlage 8 van het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 37 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 37

KONINKRIJK BELGIË

GEMEENTE:

KENMERK:

ATTEST VAN INTREKKING VAN EEN VERBLIJFS-/VESTIGINGSVERGUNNING OF VAN EEN VERBLIJFSDOCUMENT

afgegeven met toepassing van artikel 116 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

De verblijfstitel/Het verblijfsdocument:

[type verblijfstitel/verblijfsdocument]

met het nummer:

afgegeven te en op:

[datum en plaats van afgifte]

opgesteld op naam van:

[Naam en voorna(a)m(en)]

geboren te:

op:

verblijvende te:

[adres]

wordt ingetrokken.

REDEN VAN DE INTREKKING:

Dit attest dekt het verblijf van de betrokken gedurende acht werkdagen vanaf de datum van zijn afgifte. Binnen die termijn dient hij (zij) zich aan te melden bij het gemeentebestuur van de plaats waar hij (zij) verblijft, om zich in orde te stellen met de wetgeving betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

Arbeidsmarkt : BEPERKT, ONBEPERKT, NEEN.¹

DIT DOCUMENT IS GEENSZINS EEN IDENTITEITSBEWIJS OF NATIONALITEITSBEWIJS.

Gedaan te _____, op _____
Naam, hoedanigheid en handtekening van de overheid die tot de intrekking is overgegaan

Foto + Stempel

¹: Schrappen wat niet van toepassing is.

Gezien om als bijlage 8 van het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen te worden toegevoegd.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

S. MAHDI

Bijlage 9 van het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 53 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 53

VERBLIJSKAART VOOR BEGUNSTIGEN VAN HET TERUGTREKKINGSAKKOORD



MET HET BLOTE OOG ZICHTBARE GEGEVENS:¹⁶

OP DE VOORKANT:

- 1 Drieletterige landencode van België zoals beschreven in het ICAO-document 9303 betreffende machineleesbare reisdocumenten: "BEL"
- 3.1 Titel van het document: "Verblijfstitel"
- 3.2 Titel van het document: "Residence permit"
- 4.1 en 4.2 Nummer van het document
- 6 Naam en voorna(a)m(en)
- 7 Geslacht
- 8 Nationaliteit
- 9 Geboortedatum
- 10 Soort titel: "M. Artikel 50 VEU"
- 11 Vervaldatum
- 12 Identificatienummer van het Rijksregister
- 13 Foto
- 14 Handtekening van de houder

OP DE ACHTERKANT:

- 16 Opmerkingen – "Artikel 18 (1) Akkoord" – Toegang tot de arbeidsmarkt
- 16.1 Datum van afgifte en plaats van afgifte
- 16.2 Geboorteplaats
- 16.3 Versnummer
- 17 Machineleesbare zone
- 18 Embleem van het Koninkrijk België
- 19 "België"

¹⁶ De nummers hebben betrekking op de plaats van de gegevens op de kaart zoals vastgesteld in de bijlage van verordening (EG) nr. 1030/2002 van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen.

Gezien om als bijlage 9 te worden bijgevoegd bij het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

S. MAHDI

Bijlage 10 van het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 54 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 54

DUURZAME VERBLIJFSKAART VOOR BEGUNSTIGDEN VAN HET TERUGTREKKINGSAKKOORD



MET HET BLOTE OOG ZICHTBARE GEGEVENS:¹⁷

OP DE VOORKANT:

- 1 Drieletterige landencode van België zoals beschreven in het ICAO-document 9303 betreffende machineleesbare reisdocumenten: "BEL"
- 3.1 Titel van het document: « Verblijfstitel »
- 3.2 Titel van het document: "Residence permit"
- 4.1 en 4.2 Nummer van het document
- 6 Naam en voorna(m)en
- 7 Geslacht
- 8 Nationaliteit
- 9 Geboortedatum
- 10 Soort titel: "M. Artikel 50 VEU"
- 11 Vervaldatum
- 12 Identificatienummer van het Rijksregister
- 13 Foto
- 14 Handtekening van de houder

OP DE ACHTERKANT:

- 16 Opmerkingen – "Artikel 18 (1) Akkoord" – "Duurzaam verblijf" – Toegang tot de arbeidsmarkt
- 16.1 Datum van afgifte en plaats van afgifte
- 16.2 Geboorteplaats
- 16.3 Versnummer
- 17 Machineleesbare zone
- 18 Embleem van het Koninkrijk België
- 19 "België"

¹⁷ De nummers hebben betrekking op de plaats van de gegevens op de kaart zoals vastgesteld in de bijlage van verordening (EG) nr. 1030/2002 van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen.

Gezien om als bijlage 10 te worden bijgevoegd bij het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

S. MAHDI

Bijlage 11 van het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 55 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 55

KAART VOOR KLEIN GRENSVERKEER VOOR BEGUNSTIGDEN VAN HET TERUGTREKKINGSAKKOORD



MET HET BLOTE OOG ZICHTBARE GEGEVENS:¹⁸

OP DE VOORKANT:

- 1 Drieletterige landencode van België zoals beschreven in het ICAO-document 9303 betreffende machineleesbare reisdocumenten: "BEL"
- 3.1 Titel van het document: "Klein grensverkeer"
- 3.2 Titel van het document: "Local border traffic"
- 4.1 en 4.2 Nummer van het document
- 6 Naam en voorna(m)en
- 7 Geslacht
- 8 Nationaliteit
- 9 Geboortedatum
- 10 Soort titel: "N. Artikel 50 VEU – grensarbeider"
- 11 Vervaldatum
- 12 Identificatienummer van het Rijksregister
- 13 Foto
- 14 Handtekening van de houder

OP DE ACHTERKANT:

- 16 Opmerkingen – Toegang tot de arbeidsmarkt
- 16.1 Datum van afgifte en plaats van afgifte
- 16.2 Geboorteplaats
- 16.3 Versienummer
- 17 Machineleesbare zone
- 18 Embleem van het Koninkrijk België
- 19 "België"

¹⁸ De nummers hebben betrekking op de plaats van de gegevens op de kaart zoals vastgesteld in de bijlage van verordening (EG) nr. 1030/2002 van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen.

Gezien om als bijlage 11 te worden bijgevoegd bij het koninklijk besluit van 3 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

S. MAHDI